

**Nations unies - Renouvellement du
mandat de la MINUSCA -
Explication de vote du représentant
permanent de la France auprès des
Nations unies - Conseil de sécurité**
(New York, 13 décembre 2018)

Monsieur le Président,

La France salue l'adoption de la résolution 2448 renouvelant pour un an le mandat de la MINUSCA. Dans un contexte marqué par la persistance de violences graves commises par les groupes armés, comme en témoigne malheureusement la situation actuelle à Alindao, et avec un lourd tribut payé par les populations civiles, les personnels humanitaires et les Casques bleus, il était indispensable que le Conseil de sécurité puisse réaffirmer son soutien à la MINUSCA et aux autorités centrafricaines.

Monsieur le Président,

Pour favoriser le consensus, nous avons recherché sans relâche, dans le cadre de consultations approfondies et dans le respect bien sûr des positions de chacun, l'équilibre le plus fin entre les différentes positions qui se sont exprimées lors des négociations. L'ensemble des membres de ce Conseil ont activement pris part à ces négociations et exprimé leurs positions, parfois divergentes et que nous n'avons ménagé aucun effort pour concilier.

Dans ce contexte, nous appelons solennellement chacun à mettre en oeuvre activement et de bonne foi cette résolution en mettant l'intérêt du peuple centrafricain avant ses intérêts nationaux. L'action en faveur de la République centrafricaine ne peut passer ni par une approche solitaire et exclusive, ni par des méthodes qui méconnaissent les solutions apportées par nos partenaires africains eux-mêmes, au premier rang desquels l'Union africaine, ni par des initiatives qui remettent en cause les décisions du Conseil de sécurité.

Monsieur le Président,

Pour revenir à ce qui devrait être le coeur de nos préoccupations communes, à savoir le mandat de la MINUSCA, je souhaiterais souligner ici trois points concernant la résolution importante que nous venons d'adopter.

1/ Cette résolution maintient tout d'abord le format et le mandat robuste de la MINUSCA. C'est un point essentiel. La MINUSCA, qui opère dans un environnement difficile, a en effet démontré à plusieurs reprises qu'elle pouvait agir de façon proactive et robuste, quand cela

était nécessaire, pour protéger les populations civiles, notamment les populations les plus vulnérables que sont les femmes et les enfants, contre la menace des groupes armés.

À présent que la MINUSCA a atteint sa pleine capacité opérationnelle avec l'arrivée des derniers contingents issus de la hausse du plafond de troupes autorisée l'année dernière, nous espérons que la MINUSCA pourra poursuivre les efforts entrepris afin d'accroître sa mobilité et d'améliorer sa performance opérationnelle. Il importera également d'approfondir le travail déjà engagé pour prévenir les cas d'exploitation et d'abus sexuels et s'assurer qu'ils ne restent pas impunis. Permettez-moi de rappeler ici l'importance de la Cour pénale spéciale et de la coopération avec la Cour pénale internationale.

Monsieur le Président,

2/ Cette résolution, et c'est mon deuxième point, renforce également, conformément aux recommandations du Secrétaire général, le rôle de soutien de la MINUSCA au processus politique en RCA conduit sous l'égide de l'Initiative africaine pour la paix et la réconciliation en RCA. C'est là aussi un point absolument fondamental. L'Initiative africaine est le seul processus de dialogue direct et inclusif entre le gouvernement centrafricain et les groupes armés, duquel peut émerger un accord de paix global.

Dans ce contexte, nous saluons la décision prise par les Nations unies et l'Union africaine d'intégrer la MINUSCA à l'Initiative africaine et d'intégrer le Représentant spécial dans le Panel de Facilitateurs. Nous nous félicitons également de la décision de soutenir l'Initiative africaine par un Envoyé spécial conjoint ONU-Union africaine et soulignons l'importance que la nomination intervienne rapidement dans cette période cruciale pour faire avancer le processus de paix et de réconciliation.

Au titre de cette résolution, la MINUSCA pourra également renforcer son appui fonctionnel et son rôle en matière de médiation à l'Initiative africaine, en complément de l'appui déjà engagé dans les domaines techniques, logistiques et en matière de sécurité. Son rôle de coordinateur de l'appui international à l'Initiative de l'Union africaine sera également renforcé.

3/ Enfin, c'est mon troisième point, cette résolution autorise un soutien supplémentaire de la MINUSCA aux autorités centrafricaines pour l'extension de l'autorité de l'État sur le territoire centrafricain. Je pense en particulier au soutien logistique, quoique limité, que la MINUSCA pourra fournir aux forces armées centrafricaines formées ou certifiées par EUTM-RCA, mais aussi aux forces de sécurité intérieure, pour leur permettre de se redéployer progressivement sur le territoire centrafricain et de conduire des opérations conjointes afin d'assurer la sécurité des populations locales.

Les négociations sur ce point ont été difficiles, c'est un fait, et les attentes ne doivent pas être irréalistes. La MINUSCA travaille déjà actuellement avec les FACAs formées ou certifiées par EUTM-RCA. Elle pourra donc continuer de le faire, en y ajoutant un soutien logistique, dans la mesure de ses moyens et en fonction de ses zones de déploiement.

Monsieur le Président,

La France connaît l'engagement et le sacrifice de la MINUSCA et de ses personnels civils, policiers et militaires en faveur de la paix en RCA et elle continuera fermement de la soutenir - en RCA mais aussi ici à New York. La France continuera également d'apporter son plein soutien au Président Touadéra et au peuple centrafricain, qui a trop longtemps souffert de la crise. C'est le soutien au peuple centrafricain qui guide la France et qui doit orienter l'action et l'engagement de chacun des membres de ce Conseil.

Je vous remercie./.